

Vingt-trois militaires burundais révoqués par le président

Voice of America, 31 mai 2017 Vingt-trois militaires burundais viennent d'être révoqués par le président Pierre Nkurunziza. Ils avaient été envoyés dans des écoles d'entraînement militaires mais ne sont pas rentrés au pays. Depuis des militaires en fonction ou en mission à l'étranger on refuse de retourner au pays craignant pour leur sécurité. Ils avaient rejoint les mouvements rebelles.

Le porte-parole de la présidence indique que ces militaires n'ont rejoint aucun mouvement rebelle. Depuis le coup d'État du 13 mai 2015 avec le général Godefroid Niyombare, certains officiers supérieurs de l'armée burundaise qui en mission à l'étranger refusent de revenir. Comme l'ancien porte-parole de l'armée le colonel Adolphe Manirakiza, ils craignent pour leur vie. Depuis le 26 mai dernier, un décret présidentiel a révoqué vingt trois officiers supérieurs. Le porte-parole du président burundais, Jean-Claude Ndenzako donne les raisons de cette révocation. "La désertion à l'étranger est sanctionnée", a-t-il déclaré. Les officiers étaient en études en France, en Belgique et au Canada. Le vice-président du parti Frodebu front pour la démocratie au Burundi, Léonard Ngendakumana, estime que cette situation doit être étudiée minutieusement pour créer des ennemis au sein de ses forces vives. "C'est un cas grave, s'ils décident de ne pas revenir, c'est un danger pour le pays et sa sécurité", explique-t-il. Avec les accords de paix et de réconciliation d'Arusha signé en Tanzanie le 20 avril 2000 en Tanzanie, les différents mouvements rebelles essentiellement hutus dont le CNDD FDD aujourd'hui au pouvoir avait fusionné avec l'ancienne armée majoritairement tutsie pour former les forces armées burundaises. Mais depuis mai 2015, un groupe de mutins avaient voulu en vain renverser le président Pierre Nkurunziza. Beaucoup de militaires ont rejoint dans le maquis les mouvements rebelles naissants et certains militaires avaient affirmé être à la tête de mutins ayant pour objectifs de renverser le pouvoir de Bujumbura. Christophe Nkurunziza, correspondant à Bujumbura

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});